



Votations du 25 septembre

La réforme de l'impôt anticipé comme celle sur l'AVS sont toutes deux nécessaires. La CCIG invite à voter OUI. ► **PAGE 3**

Commerce international

Délégation en Europe du nord, Congrès 2023 et « Grandes » chambres de commerce francophones au menu. ► **PAGE 4-5**

Mobilité

Le Groupement Transports et Economie (GTE) prend une nouvelle identité à Genève. ► **PAGE 6**

PRÉVOYONS ENSEMBLE LA PÉRENNITÉ ET LA TRANSMISSION DE VOTRE ENTREPRISE

N°1 en Suisse | 2'000 produits | 20 agences | 1'000 transactions par an
T.022 700 22 22 | www.remicom.com | pme@remicom.com

REMI(COM)

LOCAUX COMMERCIAUX - COMMERCE - ENTREPRISES

Reprise économique

2022, sortie de crise ou nouvelle entrée en crise ?

Après une interruption généralisée des activités due à la pandémie, la reprise économique s'annonçait dynamique lorsque la poursuite des mesures anti-Covid en Chine puis le déclenchement de la guerre en Ukraine sont venus bouleverser la donne. Une table-ronde d'experts réunis à la CCIG fin juin dernier a apporté quelques éclairages aux entreprises dans l'expectative.



De gauche à droite, John Plassard, directeur à la banque Mirabaud; Patrick Eberhardt, associé chez Eversheds Sutherland; Florence Schurch, secrétaire générale de Swiss Trading & Shipping Association (STSA); Jean-Marc Rickli, directeur des risques globaux au Centre de politique et de sécurité de Genève de l'Université de Genève, et Alexandra Rys, directrice communication de la CCIG.

Difficultés d'approvisionnement en matières premières, inflation, hausse du coût de l'énergie sont autant de facteurs qui perturbent les activités des entreprises. Comment se préparer aux prochains soubresauts et à quelles évolutions s'attendre? Les réponses des quatre panélistes invités ont été multiples.

« Nos trois domaines d'activité représentés – les métaux, les céréales et l'énergie – ont été fortement impactés par le contexte tendu du début d'année », a avancé **Florence Schurch**, secrétaire générale de Swiss Trading &

Shipping Association (STSA). Des minerais, la Russie en regorge, mais les imbrications de la chaîne logistique provoquent des pénuries et retards de livraisons sur les fournitures. S'agissant des céréales, sans accord avec les Russes elles ne pourraient pas sortir d'Ukraine, des quantités innombrables restant à quai alors que des vies humaines sont en jeu. Du côté de l'énergie, la situation est moins critique, mais le boom des prix est vertigineux. « Heureusement que la Chine, bloquée par son confinement sanitaire et des régions à l'arrêt au niveau économique, n'a pas aggravé cette hausse par sa propre consumma-

tion », relève Florence Schurch. Si la production de pétrole ne devrait pas diminuer, son acheminement doit être revu en raison des sanctions. La Russie en représente un acteur incontournable, avec 8 millions de barils par jour. Quant au gaz, il transite par des pipelines qui, eux, peuvent être fermés ou bombardés. Certes, il existe des gisements de gaz en Italie ou de lithium en Auvergne, mais il est difficile de construire des infrastructures d'extraction en Europe. Le gaz liquéfié transporté en camion pourrait représenter une solution transitoire, mais, énergivore, il se montre peu écologique. « L'une

des mesures doit être de baisser de deux degrés le chauffage des logements », conclut Florence Schurch.

Une intervention raisonnable de la Banque nationale suisse (BNS)

Second intervenant, **John Plassard**, directeur à la banque Mirabaud, replace les craintes actuelles quant à l'inflation et à la récession dans une perspective historique en rappelant qu'en 1991, la Suisse connaissait une progression salariale de 8 % et une inflation à 6,6 %. « Aujourd'hui, dit-il, on est à une inflation salariale estimée à 1,5 % pour cette année et l'inflation est en dessous de 3 %.

L'inflation n'est donc pas au plus haut, même si elle est déjà importante pour les entreprises, par exemple lors de l'achat de matières premières ou d'énergie. Faut-il craindre l'inflation? Je ne le pense pas, conclut-il. » John Plassard relève ensuite que la décision de la BNS de relever les taux est historique: cela n'a pas été fait « pour combattre le franc fort, dit-il, mais pour l'alimenter, une monnaie forte étant un rempart contre l'inflation, même si c'est un choix douloureux pour les exportateurs. » Il rappelle que les récessions durent en moyenne 11 mois, toute la

question étant de savoir quand on y va rentrer et combien de temps elle va durer. Pour lui, le cycle récession/reprise n'est au fond qu'un cycle naturel de l'économie, induit dans le cas présent par des goulets d'étranglement en Chine, en Ukraine et aussi par une demande qui a été rendue plus forte par le Covid. « Mon message est donc un message d'espoir: l'économie suisse est un roseau qui plie mais ne rompt pas », dit-il, non sans rappeler qu'en 2015, on se trouvait en risque de déflation, qui est une situation largement plus grave qu'une inflation (pour autant que cette dernière soit maîtrisée).

Des sanctions aux effets multiples

Mais que dire de l'impact des sanctions internationales sur le plan économique? C'est le domaine qu'a développé **Patrick Eberhardt**, associé de l'étude d'avocats Eversheds Sutherland. Le champ d'application est très large, ce qui n'était pas le cas des régimes de sanctions précédents, qui comportaient simplement une liste de *persona non grata*; il était donc facile de savoir qui tombait dans le champ d'application ou non. L'ordonnance actuelle compte une trentaine de pages et des centaines

NATHALIE HARDYN
directrice du Département politique



Des réformes à plébisciter

La rentrée politique sera animée, trois sujets fédéraux importants attendant les électeurs et électrices le 25 septembre. Ces sujets ayant un impact sur l'économie, la CCIG a pris position sur chacun d'entre eux.

Nul doute que le sujet le plus controversé sera la réforme AVS 21. Plus que jamais, après l'échec des précédentes tentatives de révision, la présente réforme est indispensable pour remédier au déséquilibre financier du premier pilier et préserver l'avenir des retraites. L'espérance de vie des personnes à la retraite augmente ; les rentes de vieillesse sont de ce fait versées sur une plus longue période. La génération des baby-boomers atteint l'âge de la retraite, ce qui n'arrangera pas les finances de l'AVS déjà mal en point puisque les dépenses progressent davantage que les recettes.

La CCIG s'est prononcée en faveur des deux objets qui composent la réforme AVS 21, à savoir la modification de loi sur l'AVS et l'arrêté fédéral sur le financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la TVA (+ 0,4 point). Les deux projets sont liés : tous deux doivent être acceptés pour que la réforme aboutisse.

La CCIG soutient également la modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé qui vise principalement à exonérer les personnes morales domiciliées en Suisse et les investisseurs étrangers de l'impôt anticipé sur les placements suisses portant intérêts. L'impôt anticipé, dont le taux est le plus élevé d'Europe, désavantage la Suisse dans la concurrence internationale, car il incite les entreprises suisses à effectuer leurs opérations de financement à l'étranger, en particulier au Luxembourg, par ailleurs champion des obligations vertes. La révision supprime ce défaut, ce qui rendra le marché suisse des capitaux plus attractif pour ces activités de financement avec, à la clé, des recettes fiscales supplémentaires qui sont aujourd'hui cédées sans raison à l'étranger.

Enfin, la CCIG s'est prononcée contre l'initiative populaire « Non à l'élevage intensif en Suisse », car il n'y a pas d'élevage industriel dans notre pays. Nos dispositions en matière de protection des animaux comptent au surplus parmi les plus strictes du monde. Une acceptation de l'initiative porterait préjudice à de nombreux éleveurs suisses et provoquerait une hausse des prix des produits locaux qui encouragera le tourisme d'achat et les importations.

ÉDITORIAL

► suite de la page 1

de pages d'annexes. « Il y a là-dedans des instruments de torture hors norme pour notre économie », image Patrick Eberhardt. Les sanctions financières traditionnelles (comptes bloqués, transactions interdites avec certaines personnes définies) se sont élargies : il n'est plus possible de faire des prêts ou d'accepter des fonds de quelque personne russe que ce soit. Patrick Eberhardt note au passage qu'il est désormais fait interdiction aux Suisses d'agir comme *trustees* d'une personne russe.

Quant aux restrictions commerciales, elles se sont aussi élargies : toutes sortes de biens figurent désormais dans la liste. Ainsi, aux biens à double usage s'ajoutent, par exemple, les machines à café valant plus de 300 francs. « L'Union européenne a publié 33 *guidelines* et FAQ, mais la Suisse n'a rien produit de tel, constate Patrick Eberhardt. Dans le doute, observe-t-il, tout le monde en Suisse bloque tout par peur des sanctions : non seulement l'employé qui pourrait commettre l'infraction mais également la hiérarchie qui n'aurait pas mis de mesures en place ». La mise en place de ce régime de sanctions a fait grimper les coûts de compliance de manière très importante. D'un autre côté, le SECO dispose d'une douzaine de personnes pour surveiller l'application des sanctions et leur nombre n'a pas augmenté avec la crise ukrainienne.

Changement d'attitude face à la crise

Reste la question épineuse des risques géostratégiques, qui est le terrain de compétences du Dr. Jean-Marc Rickli, directeur des risques globaux et émergents au

Centre de politique et de sécurité de Genève (GCSP). Il se charge de dessiner une cartographie des risques pour chaque entreprise, « car le risque pour le trading n'est pas celui pour l'horlogerie », indique-t-il. Il est évident que le spectre sécuritaire s'est fortement élargi depuis la chute du Mur de Berlin. Et surtout la grammaire utilisée a changé : « En 1990, on parlait un langage commun, ce qui n'est plus le cas en 2022. » À cette période, il y avait une hégémonie occidentale, puis s'est manifesté le réveil de la Chine qui n'a qu'un but : devenir en 2049 la première puissance mondiale, tandis que la Russie n'a actuellement aucune volonté de négocier. Cela a recréé une polarisation Etats démocratiques/ Etats autoritaires et poussé l'Occident à se réindustrialiser pour retrouver une autonomie économique, car la plupart des composants proviennent de l'Asie. Les blocs forment à nouveau leurs propres standards, et l'économie devra bientôt choisir de travailler avec des normes chinoises ou américaines. L'UE, en tant que puissance normative, n'a pas l'envergure pour que ses standards deviennent universels. Un fossé se crée même entre les USA et l'Europe sur certaines valeurs de société.

Autre remarque de Jean-Marc Rickli : désormais, une seule personne a le pouvoir de faire écrouler un système, à l'instar d'Hervé Falciani de HSBC qui, avec ses révélations, a conduit à la fin du secret bancaire en Suisse. À ses yeux, les groupes privés (GAFAM) ont la puissance financière d'un Etat. « À mon avis, déclare-t-il, la meilleure posture à prendre pour les entreprises – et les gouvernements – est sans doute de ne plus se doter à tout prix de

tous les moyens de défense possibles, mais, sachant qu'elles subiront des effets indésirables, de se montrer résilientes et agiles ! »

Plusieurs moyens pour se prémunir

Comment une PME peut-elle se prémunir au mieux contre la récession et l'inflation ? « En se focalisant sur ses produits les plus aptes à passer la crise et éviter la situation du pire. La dépendance trop forte de fournisseurs uniques à l'étranger peut désormais avoir des conséquences fâcheuses. Et pour un patron, comment faire pour garder ses emplois sans augmenter ses prix ? Il s'agit d'un subtil arbitrage, car on a forcément moins de revenus et plus de coûts. L'un des conseils pratiques de John Plassard est qu'à terme les entreprises indexent régulièrement les salaires pour lisser certains pics.

Diversifier ses sources énergétiques devient essentiel, mais les problèmes de trésorerie passent toujours en premier. Il est évident que les politiques de durabilité ont fait augmenter le prix des matières premières et nécessitent souvent de forts investissements. « Si on dispose d'argent, on peut toujours miser sur des systèmes alternatifs, mais ce n'est pas toujours possible », explique Jean-Marc Rickli. On est passé à l'ère de la radicalisation des identités, le contrat social sur lequel sont fondées les démocraties s'est étioilé et les Etats autoritaires en jouent. La politique, trop émotionnelle, devrait rester à l'écart des pressions, encore augmentées par les réseaux sociaux. Pour conclure sur une note d'espoir, le directeur général de la CCIG Vincent Subilia estime qu'il faut voir les opportunités dans les crises actuelles. ■

Cette table ronde inaugurerait un cycle intitulé « EnGEux d'actu, en quête de solutions », dont le prochain épisode aura lieu le mercredi 28 septembre de 8h à 10h et portera sur la pénurie de main-d'œuvre.

■ POUR EN SAVOIR PLUS : www.ccig.ch/Evenements/EnGEux-dactu

Développez vos compétences en management !

Formations en management et leadership. Focalisées sur la pratique, ces formations délivrent des outils concrets, transférables dans votre quotidien professionnel.



déléguer et responsabiliser

gestion du temps pour manager

prise de parole en public – d'acteur à auteur



négociation professionnelle

Votations du 25 septembre 2022

Des réformes fondamentales et nécessaires

Le 25 septembre prochain, les Suisses seront amenés à se prononcer sur deux réformes fondamentales. L'une concerne l'impôt anticipé, l'autre l'AVS. Elles sont les deux nécessaires : la récupération de recettes fiscales d'une part et la garantie des rentes AVS d'autre part sont en jeu.



Les entreprises et les collectivités publiques lèvent des fonds en émettant notamment des obligations. Les investisseurs qui acquièrent ces obligations et prêtent donc leur argent reçoivent en général des intérêts en contrepartie. La Confédération perçoit un impôt anticipé de 35 % sur ces intérêts, qui est en principe, remboursable lorsque le contribuable qui perçoit ces intérêts les déclare au moment de son imposition. Or, dans les faits, le processus administratif pour récupérer cet impôt s'avère particulièrement complexe lorsque l'investisseur est domicilié à l'étranger. Une demande de remboursement doit être faite et, si celle-ci provient d'un pays étranger, les investisseurs ne se voient rembourser, pour des raisons juridiques, qu'une partie de l'impôt voire rien du tout selon le cas de figure.

La conséquence est que bon nombre d'entreprises suisses émettent leurs obligations à l'étranger. En effet, le marché des obligations suisse est peu attrayant pour les investisseurs étrangers en raison de l'impôt anticipé, particulièrement élevé. De 35 %, cet impôt anticipé figure en effet parmi les plus élevés d'Europe, alors qu'un bon nombre de pays ne le prélèvent pas.

Récupérer des recettes fiscales

La réforme proposée vise principalement à ne plus soumettre les obligations suisses à l'impôt anticipé, ce qui les rendra plus intéressantes pour les investisseurs. Le système actuel désavantage la Suisse dans un contexte de concurrence internationale, car il incite les entreprises suisses à effectuer leurs opérations de financement à

l'étranger. L'Association suisse des banquiers estime que, avec cette réforme, les sociétés helvétiques pourraient récupérer des obligations d'une valeur de quelque 115 milliards de francs. Le Conseil fédéral estime, quant à lui, que la réforme générera, à terme, des recettes fiscales additionnelles de 490 millions de francs par an pour la Confédération. Aujourd'hui, la Suisse fait cadeau à d'autres pays des recettes fiscales que pourraient lui procurer les opérations de financement des entreprises.

AVS 21 pour pérenniser les rentes AVS

Les Suisses sont également amenés à se prononcer sur une réforme de l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) appelée « AVS 21 ». Cette réforme est nécessaire en raison, notamment, de l'augmentation de

l'espérance de vie, qui engendre un versement plus long des rentes AVS. En outre, la génération des baby-boomers (pic des naissances entre 1955 et 1970) atteint progressivement l'âge de la retraite, ce qui augmente le nombre de rentiers et donc de rentes à verser. L'objectif d'AVS 21 est de garantir les rentes de sorte que les futures personnes retraitées puissent recevoir un montant leur permettant de subvenir au moins à leurs besoins vitaux.

Un financement durable et équitable de l'AVS doit donc être garanti et AVS 21 permet d'assurer l'équilibre financier du premier pilier à moyen terme. Ceci passe par une égalisation de l'âge de la retraite entre les hommes et les femmes à 65 ans, accompagnée de mesures de compensation équitable pour les femmes. Par ailleurs, AVS 21 introduit une flexibilisation de la retraite, ce qui permettrait de travailler au-delà de 65 ans pour améliorer sa retraite ou de prendre une retraite anticipée à partir de 63 ans. Cette flexibilisation aura également pour effet secondaire positif d'atténuer la

pénurie de main-d'œuvre qualifiée en Suisse. Cette réforme n'est qu'une étape intermédiaire, mais nécessaire, pour garantir les rentes des années à venir. Une réforme structurelle de l'AVS devra intervenir ultérieurement.

Un relèvement de la TVA

Pour garantir le financement de l'AVS, le taux normal de la TVA sera augmenté de 0,4 point, passant ainsi de 7.7 % à 8.1 %. Le taux réduit de la TVA sera relevé, lui, de 0.1 point, passant ainsi de 2.4 à 2.5 %. Quant à l'impôt grevant les prestations du secteur de l'hébergement, il sera relevé de 0.1 point, passant de 3.7 à 3.8 %. Le produit du relèvement est attribué intégralement au fond AVS.

Les citoyens devront se prononcer séparément sur ce relèvement et sur la réforme AVS 21. Le relèvement de la TVA n'entrera en vigueur que si la réforme AVS 21 est acceptée. La CCIG soutient cette réforme qui représente un pas solidaire vers l'avenir pour les jeunes et les moins jeunes, les hommes et les femmes. ■

Initiative populaire « Non à l'élevage intensif en Suisse »

Cette initiative vise à interdire l'élevage intensif qui, selon ses auteurs, porte systématiquement atteinte au bien-être des animaux. La Confédération devrait donc fixer des exigences minimales plus strictes pour un hébergement et des soins respectueux des animaux, l'accès à l'extérieur, l'abattage et la taille maximale des groupes par étable.

La CCIG juge cette initiative inutile car l'élevage en Suisse présente des petites dimensions par rapport à ce qui se fait ailleurs dans le monde. Les dispositions suisses en matière de protection des animaux comptent d'ailleurs parmi les plus strictes. Les règles concernant les effectifs maximaux empêchent l'élevage industriel. À l'heure actuelle, la Suisse dépend déjà énormément de l'étranger pour nourrir sa population. En cas d'acceptation de l'initiative, les importations exploseraient. Car bien que l'initiative prévoit que la Confédération édicte des directives pour les importations en adéquation, de telles exigences relatives aux importations de produits alimentaires sont incompatibles avec les engagements suisses dans le cadre de l'OMC.

Recommandations de vote

+ Objet fédéraux

Initiative populaire « Non à l'élevage intensif en Suisse »	NON
Financement additionnel de l'AVS par un relèvement de la TVA	OUI
Modification loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (AVS 21)	OUI
Modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (LIA)	OUI

Pour une prospérité économique et durable, le Diagnostic Durabilité

Vous souhaitez intégrer les objectifs de durabilité dans votre stratégie d'entreprise mais ne savez pas par où commencer ?

La CCIG vous propose deux options :

- Des services à la carte (Diagnostic de performance environnementale, Eco-innover son modèle d'affaire, Empreinte carbone).
- Deux demi-journées d'atelier de sensibilisation, en petit groupe

Pour en savoir plus : www.ccig.ch/diagnostic-durabilite



Commerce international

Le nord de l'Europe inspirateur de solutions *(suite)*

Dans le journal précédent, le CCIGinfo no 6, trois participants à la délégation à Hambourg, Stockholm et Copenhague avaient rendu compte du voyage. Voici quatre autres témoignages, qui répondent aux questions suivantes :

- 1 Quels étaient vos objectifs en vous inscrivant à cette délégation économique ?
- 2 Vos objectifs ont-ils été atteints ?
- 3 Si vous ne reteniez qu'un élément de votre visite, quel serait-il ?
- 4 Avez-vous découvert dans les pays visités une conception différente de l'innovation et de la durabilité que celle qui prévaut en Suisse ? Si oui, merci de développer.

Daniel Loeffler

Secrétaire général adjoint chargé des questions économiques, République et Canton de Genève



- 1 L'objectif était de prendre connaissance des politiques publiques relatives à la promotion de la durabilité de l'Allemagne, du Danemark et de la Suède. Le but était également d'étudier comment des entreprises de premier plan ont mis en œuvre les principes du développement durable. En outre, l'objectif visait à tirer des enseignements pour le soutien que l'Etat de Genève pourrait apporter aux entreprises du canton.
- 2 Pleinement. Les échanges avec les différentes institutions et entreprises ont été fructueux et ont permis non seulement de se rendre compte des enjeux relatifs à la mise en œuvre d'une approche visant à intégrer la durabilité dans les activités des entreprises mais également des succès rencontrés et des erreurs à ne pas commettre.
- 3 L'état d'esprit positif et volontaire des entrepreneurs et des représentants institutionnels rencontrés. Tous étaient à l'écoute et désireux de trouver des solutions aux différents problèmes abordés.
- 4 Au niveau des entreprises rencontrées, le fort engagement de la direction à l'égard des objectifs du développement durable est à souligner. Par ailleurs, le développement de produits plus écoresponsables est soumis à de nombreuses contraintes et une culture d'entreprise intégrant le droit à l'erreur est essentielle. Au niveau des partenaires institutionnels, il est important de relever que ces derniers sont à l'écoute des différentes parties prenantes, aussi bien celles issues de la société civile que les entreprises.

Cédric Juillerat

Membre du Conseil d'administration de Loyco



- 1 Découvrir des pays du nord que je ne connaissais pas ainsi que l'approche qui y est faite de ces enjeux fondamentaux de durabilité et d'innovation, et mieux connaître certains acteurs importants et influents de l'économie genevoise (APRÈS, FTI, Fides, CCIG, Département de l'emploi et de l'économie ...).
- 2 Oui, pleinement atteints.
- 3 La rencontre avec le responsable durabilité, sincère et inspiré, de Lego, société danoise emblématique. Lego est confronté à un risque d'image dans le futur en raison du polymère plastique non recyclable de ses briques et de son modèle économique difficile à circulariser. Se pose donc aujourd'hui la question de l'étape suivante de la transformation profonde de la chaîne de valeurs d'une entreprise alors qu'elle est déjà leader de sa branche en termes de durabilité.
- 4 Pas vraiment, plutôt de l'avance sur certains sujets (Copenhague Carbon Neutral en 2025, la Suède pays de licornes depuis 2007...). Nous avons surtout constaté une façon plus ambitieuse de communiquer leurs objectifs et leurs succès.



Les participants à la délégation économique à Copenhague.

Hélène Gache

Directrice, Office de Promotion des Industries et des Technologies (OPI)



- 1 Découvrir ce qu'est une délégation économique et ses objectifs, mieux connaître le tissu économique des villes visitées et comprendre comment la durabilité y est traitée.
- 2 Oui, pour Hambourg et Copenhague et au travers des présentations et des témoignages reçus.
- 3 La visite du port de Hambourg car je trouve particulièrement enrichissant de visiter les infrastructures dans le cadre de tels voyages. Cela doit primer sur les présentations formelles.
- 4 Pas véritablement. Les enjeux de l'innovation et de la durabilité ont bien été présentés de manière similaire, notamment en ce qui concerne l'importance de la mise en place d'indicateurs de performance pour valider les progrès. Il semble cependant que la notion d'économie circulaire soit moins mise en avant en tant que telle qu'à Genève.

Caroline Hugon

Responsable du Pôle économique, APRÈS*



- 1 En s'inscrivant à la mission économique, nous souhaitons partager avec les Membres de la CCIG afin de mieux connaître leurs enjeux mais aussi avoir l'opportunité d'échanger entre faitières qui ont des positions certes différentes mais des défis communs en matière de durabilité. Notre but a aussi été de mieux cerner les motivations et les mises en place des politiques locales des villes et entreprises rencontrées en matière de défis environnementaux et d'innovation. Cela a permis de faire émerger des propositions pour l'économie sociale et solidaire pour soutenir ces pratiques à Genève.
- 2 Les objectifs ont été atteints !
- 3 S'il n'y a qu'un élément à retenir ce serait : une expérience très riche à renouveler pour les entreprises afin d'initier des collaborations de développement économique répondant aux défis de la transition.
- 4 Les pays visités ont fait preuve de créativité pour développer des modèles économiques alliant innovation, croissance respectueuse et développement durable. Leur avance technologique (peut-être parce que, dès le plus jeune âge, les enfants sont « connectés » et parce que l'apprentissage didactique à l'école est basé sur du numérique ?) et un fort esprit entrepreneurial (multiculturel, « multi-talented people », tiers-lieu pour la « low tech », partenariat privé, public/privé) ont permis de développer des entreprises à succès comme Lego, de nombreuses licornes ou des plus petites structures à forte proposition de valeur.

* Réseau de l'économie sociale et solidaire

Commerce international

Mission économique en Afrique du Sud

Une délégation économique se rendra du 24 au 28 octobre prochain à Johannesburg, Pretoria et au Cap.



PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda/2022/10/Delegation-economique-en-Afrique-du-Sud



Commerce international

Les « grandes » chambres de commerce francophones s'associent

À l'occasion des Rendez-vous d'affaires de la francophonie qui se sont tenus à Québec, la CCIG a conclu un accord avec les « grandes » chambres de commerce francophones.

Le directeur général de la CCIG Vincent Subilia y a signé une convention avec la chambre de commerce de Paris, celle de Wallonie, la Fédération des chambres de commerce du Québec ainsi que les chambres africaines francophones réunies autour de la CPCCAF (Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones). L'objectif de cet accord consiste à renforcer la coopération entre ces institutions par la mise à disposition d'informations, l'organisation de manifestations conjointes ou le développement de projets collectifs au bénéfice des membres respectifs. Outre le rapprochement stratégique et la dynamisa-

tion des échanges, ce partenariat entend positionner le français comme langue incontournable pour faire des affaires à l'international.

La CCIG a saisi l'occasion de cette conférence pour formaliser son adhésion à la CPCCAF, devenant ainsi la première chambre de commerce suisse à rallier ce réseau riche de 130 chambres dans 32 pays. Cette démarche s'inscrit également dans la perspective de la tenue du Congrès mondial des chambres que coorganisera la CCIG en juin 2023 (voir article suivant). Il est en effet convenu que la francophonie, espace de 321 millions de locuteurs représentant 16 % du PIB mondial, puisse y être mise à l'honneur. Un engagement pris lors du Congrès des chambres 2022 à Dubaï qui permettra d'inclure à l'avenir certaines chambres, notamment africaines, de manière plus directe. ■

Durabilité

Des entrepreneurs montrent la voie

S'appuyant sur des études et retours d'expériences, un groupe de CEO et d'administrateurs, réunis au sein de l'alliance Swiss Boards for Agenda 2030 (#SBA2030), a édité un « Playbook ». Ce guide pratique vise à fournir les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'objectifs, de plans d'action et de stratégies d'impact positif.

Interview de Christophe Barman, fondateur de la première entreprise certifiée BCorp en Suisse (Loyco)

Comment est né le Swiss Boards for Agenda 2030 ?

Cette initiative a été rendue publique lors du WEF 2022 à Davos. Mon entreprise fait partie des 20 sociétés qui l'ont lancée, mais la paternité en revient à André Hoffmann, patron du groupe pharma Roche, et à Jonathan Normand, CEO de BLab Suisse. Nous nous réunissons régulièrement pour voir l'avancée du projet et suivre l'application des tâches.

En quoi consiste l'initiative en question ?

Il s'agit d'une alliance d'administrateur-trice-s et de CEO d'entreprises suisses de référence qui s'engagent à un haut niveau de responsabilisation de leurs Conseil d'administration pour atteindre un impact positif. Elle édite notamment un guide pratique et gratuit de 90 pages destiné à accompagner les organes dirigeants, défi par défi, à intégrer la durabilité dans leurs stratégies d'entreprise, le Playbook.

Quels en sont la portée et l'enjeu, selon vous ?

Je suis convaincu qu'un tel outil peut inciter les entreprises à aller de l'avant dans l'adoption des Objectifs du développement durable (ODD) de l'ONU. Etudes et conseils pratiques sont autant d'arguments convaincants pour se lancer. Il est urgent que les conseils d'administration et autres organes de gouvernance soient formés à la durabilité. Par exemple, des PME se sentiront légitimées à agir si elles doivent critiquer des fournisseurs qui ne respectent pas les règles de développement durable attendues.

Vous pensez que la Suisse doit agir plus efficacement sur ce front ?

Oui, la Suisse devrait s'aligner sur la démarche déjà initiée dans plusieurs pays. Même aux Etats-Unis, le droit des sociétés prévoit un statut juridique particulier pour les entreprises ayant intégré les enjeux sociaux et environnementaux dans leurs buts



Cédric Juillerat, Membre du Conseil d'administration de Loyco, et Christophe Barman lors du World Economic Forum (WEF) 2022 à Davos.

(ndr: les « BCorps »). Pendant longtemps, là-bas, si le patron d'une entreprise s'éloignait du pur profit, il pouvait être pénalement attaqué par l'un de ses actionnaires !

Qu'est-ce qui manque encore dans notre pays ?

Notre économie se montre résiliente, mais nos structures économiques et politiques sont souvent trop attentistes. Et la plupart des entreprises actuelles sont encore dirigées par une génération qui a connu la croissance et doit accepter maintenant une certaine décroissance.

La récente crise du Covid a-t-elle été un accélérateur ou un frein à cet élan ?

Il est clair que des milliards de francs qui auraient pu être utilisés pour la transition climatique ont été engloutis ailleurs. Mais une telle crise bouleverse les habitudes, et elle a permis une remise en question pour rechercher un sens et des valeurs. Finalement,

cela aura plutôt constitué un accélérateur vers des changements profonds.

Quel souhait avez-vous avec cette initiative ambitieuse ?

Il faut que les entreprises pionnières du Swiss Boards for Agenda 2030 en incitent un maximum d'autres, toutes tailles et tous secteurs confondus, à s'impliquer dans la démarche et à intégrer la durabilité dans leur business model, c'est incontournable. Ce guide peut les aider en ce sens, mais l'élan doit venir d'elles-mêmes. Il en va aussi de leur compétitivité, car les réfractaires seront boycottés et prétérités à terme.

La CCIG peut-elle en constituer un relais intéressant ?

Oui, en tant qu'association faitière qui a intégré les ODD au cœur de sa stratégie, la CCIG doit se positionner comme un « phare » qui guide activement ses Membres, et non une « ancre » comme le sont trop souvent les faitières économiques. ■



Genève se prépare à « son » Congrès mondial des chambres

Le Congrès des chambres réunit des acteurs économiques, des chefs d'entreprise et des décideurs du monde entier pour stimuler le changement par le dialogue et la coopération. Organisé par la Chambre de commerce internationale (ICC), la Fédération mondiale des chambres de commerce et la CCIG, le prochain Congrès aura lieu à Genève du 21 au 23 juin 2023 et aura pour thème: Parvenir à la paix et à la prospérité par le multilatéralisme. Cet objectif sera envisagé sous les angles du commerce, de l'innovation, de la durabilité et de l'équilibre entre les genres.

Un programme riche et varié ...

Avec plus de 80 conférenciers et une trentaine de sessions, ateliers ou conférences, le 13^e Congrès mondial des chambres abordera les tendances et défis mondiaux, actuels et futurs, qui définissent les activités des chambres de commerce et des entreprises. Est d'ores et déjà confirmée la participation de Pamela Coke-Hamilton, Executive Director, International Trade Center/Centre du commerce international; Rebecca Grynspar, secrétaire générale, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de Tatiana Valovaya, directrice générale, Office des Nations Unies Genève.

... avec le français au menu

Chose inhabituelle, une partie des sessions se déroulera en français. En effet, la CCIG tient à défendre la langue de Molière, comme en témoigne sa récente participation aux Rendez-vous d'affaires de la francophonie (voir article ci-dessus).

Organisé tous les deux ans en collaboration avec une chambre de commerce, le Congrès mondial des chambres est un événement inclusif qui rassemble des participants du monde entier, pour relever les défis communs qui façonnent les activités de la chambre de commerce et d'affaires. Son format engageant et en constante évolution fournit l'environnement idéal pour faire des affaires et de réseau.

13wcc.iccwbo.org



Les quatre objectifs clé du SBA 2030

1. Adopter des statuts d'entreprise tournés vers la durabilité.
2. S'engager dans les procédures du Swiss Triple Impact (STI).
3. Former les conseils d'administration aux enjeux de la durabilité.
4. S'engager à des actions collectives concrètes.

■ POUR EN SAVOIR PLUS: www.sba2030.ch

Mobilité

Le Groupement Transport et Economie (GTE) devient « Genève mobilité »

Constitué il y a 30 ans, le Groupement Transport et Economie (GTE), qui rassemble les principales associations économiques et de transport genevoises, dont la CCIG, change de nom et d'identité graphique. Son président, [Hugues Hiltbold](#), explique ce repositionnement et décrit les axes de travail de l'association.



Le GTE a fêté ses 30 ans cette année, quel regard portez-vous sur le rôle qu'a pu jouer cette association au fil du temps ?

Le GTE avait été constitué pour servir de contrepoids aux différentes associations qui s'occupaient de transport et d'environnement, notamment l'ATE (Association transports et environnement). L'idée était d'avoir une association qui s'occuperait des transports tout en privilégiant une vision avant tout économique. Cette vision impliquait un soutien vis-à-vis des politiques publiques favorables en matière de circulation routière, qu'elle soit individuelle ou professionnelle. Le GTE s'est par exemple impliqué dans le projet de la traversée du lac qui fut plébiscité par la population du canton en 2016 (63 % de oui). La participation à ce projet majeur est évidemment un élément fort qui a marqué l'histoire du GTE.

Le GTE a décidé cette année de changer de nom pour devenir « Genève mobilité » : quelles sont les raisons de cette modification ? Un nouveau positionnement ?

Oui, il y a une volonté d'instiller une nouvelle dynamique à notre association. Ce changement de nom, qui s'accompagne d'une nouvelle identité graphique ainsi que d'un site internet refait à neuf, est le résultat d'une réflexion de fond initiée il y a deux ans afin de repositionner l'association tout en gardant une certaine continuité. L'objectif est d'avoir une vision un peu plus large de la mobilité et non plus de se concentrer exclusivement sur les formes de mobilité liées au trans-

port individuel motorisé (TIM). Certes, la défense du TIM et, plus encore, du transport professionnel reste dans notre ADN, mais nous souhaitons élargir notre champ d'action afin de nous adapter à l'évolution de la mobilité.

Le GTE avait fortement réagi au printemps 2020 lors de la mise en place par le canton des pistes cyclables dites « coronapistes ». Deux ans après, que pensez-vous de ces aménagements que le canton présentait alors comme provisoires ?

Le GTE était effectivement remonté en raison du fait que l'Etat n'avait prévu aucune concertation avec les différents acteurs de la mobilité. On a eu immédiatement le sentiment que le canton avait profité de la situation du covid pour mettre en place à la hussarde un certain nombre d'aménagements, en évitant toute forme de discussion. D'ailleurs, la pérennisation de ces aménagements – dont certains, inadéquats, ont dû malgré tout être modifiés – nous a donné raison. C'est quelque chose qui nous a beaucoup heurtés, car le GTE a toujours été ouvert à un dialogue constructif. Or, on s'est rendu compte qu'il n'y avait pas d'écoute de la part du chef du département des infrastructures, ce qui est d'autant plus dommage pour les secteurs où des aménagements alternatifs auraient pu être envisagés. Il s'en est suivi des recours, celui concernant l'axe du pont de la Coulouvrenière étant encore aujourd'hui en traitement. Deux ans après, on se demande si une meilleure concertation, réunissant la gauche et la droite avec le patronage de l'Etat, n'aurait pas permis d'obtenir un aménagement qui soit plus équilibré.

Parallèlement, le GTE a mené l'étude Team+, qui proposait une véritable alternative prenant en compte toutes les formes de mobilité, avec une hiérarchisation de la circulation et une augmentation considérable du nombre de pistes cyclables. L'idée était de définir un



Du haut de ses dix ans, le Pont Hans-Wilsdorf reste un passage clé pour la mobilité douce et motorisée sur l'Arve.

certain nombre d'axes qui soient prioritaires pour le TIM et de privilégier le trafic cycliste sur les axes secondaires. Il est regrettable que l'Etat, en l'occurrence le chef du département, ne soit pas plus ouvert à cette vision.

Cette politique volontariste du canton visant à décourager fortement l'utilisation de l'automobile est-elle problématique pour les entreprises et l'économie ?

Absolument. Prenons un exemple tout simple : une entreprise de menuiserie qui doit livrer une armoire au centre-ville ne peut pas le faire à vélo. Idem pour une entreprise sanitaire qui doit installer des équipements lourds et volumineux. Aujourd'hui, certaines entreprises refusent purement et simplement de travailler avec des clients situés au centre-ville car la circulation y est telle que l'opération ne devient plus intéressante. C'est un fait qui nous a été rapporté et dont il faut prendre acte. En conséquence, nous nous battons pour que le transport professionnel puisse accéder au centre-ville dans de bonnes conditions.

Parallèlement au transport professionnel, il y a un autre point qui nous semble également important, c'est de laisser la possibilité aux personnes d'accéder au centre-ville

en dotant la périphérie du centre de parkings en suffisance. C'est la survie des commerces qui est en jeu. Les commandes par internet ne font que croître mais il existe encore – et sans doute pour encore longtemps – un certain nombre de commerces présents physiquement. Si l'on supprime la possibilité pour les gens d'accéder au centre-ville, c'est la mort annoncée des commerces en ville.

Quelle est actuellement la préoccupation principale de Genève mobilité et quels sont ses futurs projets ?

Il y a trois axes fondamentaux sur lesquels Genève mobilité va se battre, dans la continuité de ces dernières années. Le premier est donc l'accessibilité du transport professionnel au centre-ville, qui est fondamentale pour nos entreprises. Le second est l'accessibilité des commerces afin de permettre aux per-

sonnes souhaitant faire des achats en ville de pouvoir le faire. Enfin, le troisième, qui est pour nous cardinal, est l'anticipation et l'adaptation à la mobilité de demain. Cette mobilité de demain va revêtir plusieurs formes par le développement des véhicules automatisés, de l'électromobilité et de la micromobilité. Ces développements nécessitent des aménagements urbains adaptés et une politique concertée.

Genève mobilité va se battre sur ces trois axes avec une vision progressiste, dans le sens où nous souhaitons accompagner le progrès vers une mobilité multiple. La multimodalité, par exemple quelqu'un qui commence son trajet en voiture puis utilise les transports en commun avant de faire les 300 derniers mètres en trottinette électrique, sera certainement au cœur de cette mobilité de demain. Ces trois axes sont donc les lignes directrices d'où découlent nos objectifs à court, moyen et long termes. ■

genèvemobilité

transports et économie

La CCIG est membre de Genève mobilité et collabore régulièrement avec cette entité dans le cadre d'actions et de prises de positions liées à la mobilité. Nathalie Hardyn et Erik Simonin représentent la CCIG au sein de Genève mobilité, respectivement en tant que membre du Bureau et membre du Comité.

■ POUR EN SAVOIR PLUS : www.gte.ch

Économie circulaire

Une Fabrique pas comme les autres



La Fabrique Circulaire, nouvel accélérateur d'économie circulaire à Genève, accompagne actuellement sa première volée, de l'été 2021 jusqu'à fin 2022. 15 PME y participent et deviendront des ambassadrices pour les suivantes.

La première édition de la Fabrique Circulaire, présentée le 3 mai dernier à Plan-les-Ouates, connaît un franc succès. La volée suivante 2023-2024 devrait d'ailleurs s'ouvrir à d'autres cantons.

Le concept est apparu au début de la pandémie Covid, alors que les premiers plans climat se mettaient en place. Ses responsables ont lancé un programme inédit, doté de 60

pistes à suivre et d'une méthodologie basée sur la co-conception de projets circulaires.

Les critères indispensables pour se lancer dans l'aventure sont les suivantes: consacrer du temps au projet, prévoir un investissement dans son budget et mettre en place dans son équipe des compétences « durables ». La Fabrique travaille sur quatre axes, à savoir analyser la situation, quantifier les problématiques, réaliser les opportunités et recycler ce qui est possible. Ce décryptage initial est d'autant plus important que les économies d'énergies, par exemple, ne sont pas toujours là où l'on croit. ■

■ POUR EN SAVOIR PLUS:
www.lafabriquecirculaire.ch

Les 15 entreprises participantes de la première volée

AAV contractors; Aprotect SA; Atome & Cie; Eskenazi SA; Ideal Chimic; IEM Group; Kugler Bimetal SA; Pro Beton SA; Serbeco; Union maraîchère de Genève; Vaudaux; Grunderco SA; ID Watch; Giglio Orthopédie; Laydevant SA.

Industrie-Genève

La blockchain s'adapte aussi à l'industrie !

INDUSTRIE-GENÈVE.CH
#LE MONDE DE DEMAIN

Le magazine « Le Monde de Demain » diffusera en septembre sur Léman Bleu sa 35^e émission, qui traitera de la blockchain dans l'industrie. Cette émission comprendra une interview en plateau avec **Jean-Marc Seigneur**, spécialiste en « Decentralized Trust » à l'UNIGE, ainsi qu'un reportage auprès de **Vincent Pignon**, CEO de WeCan Group, et d'un responsable de l'entreprise Taurus, plate-forme bancaire spécialisée.

Pour voir la 34^e émission du « Monde de demain », qui portait sur « Le dernier kilomètre », cliquez sur :
<https://tinyurl.com/LeMondededemain-No34>



Industrie

Genève se réindustrialise... mais dans la modernité !

La réindustrialisation s'opère depuis quelques années à l'échelon local. En plus de la crise du Covid et des problèmes d'approvisionnement mondial, il y a aussi la volonté de revenir à une qualité de fabrication. L'émission « Le Monde de Demain », financée par l'association Industrie-Genève dont la CCIG est membre fondateur, en avait fait l'un de ses thèmes de début d'année.

De grands groupes qui avaient choisi d'exiler leur production en Chine ou dans un pays de l'Est réinstallent des centres industriels dans le canton. Parmi eux, on trouve l'entreprise ABB's Power Grids business, devenue propriété du japonais Hitachi. Elle concentre actuellement à Genève la fabrication de transformateurs de traction ferroviaire en y investissant massivement grâce à la confirmation de gros mandats.

Contrairement à d'autres usines, Hitachi Energy privilégie une seule ligne de production, mais avec plusieurs types de transformateurs. Curieusement, on constate assez peu d'automatisation, car la manutention suffit souvent pour les tâches demandées. Le taux de « turn over » est relativement faible. « La formation de notre équipe d'usine se fait souvent sur le tas, car il n'existe pas ici d'école spécia-

lisée dans ce segment », explique le directeur général de Hitachi Energy Switzerland, **Thierry Lassus**.

Dans une réindustrialisation, les pouvoirs publics – dont la Confédération – ont aussi un rôle à jouer dans l'accompagnement. L'entreprise s'est également diversifiée en acceptant des mandats pour la mobilité durable. Elle a mis au point Grid-eMotion™ Flash, une technologie de recharge ultra-rapide pour les transports publics urbains, qui a séduit les Transports Publics Genevois (TPG) et des villes du monde entier.

Une industrie en nouveau perpétuel

Autre exemple, autre secteur avec Klap, entité du Groupe m3 anciennement nommée m3 Sanitrade, qui produit ses propres masques de protection sanitaire dans une partie des bâtiments de Jean Gallay SA que celle-ci lui loue à Plan-les-Ouates. Klap y a installé en février 2021 une ligne de production capable de délivrer 120 000 masques par jour. S'y ajoutent un département de recherche et développement ainsi que des bureaux administratifs (voir CCIGinfo de février 2022).

Voilà une bonne façon de sécuriser l'approvisionnement de matériel médical sanitaire et de développer un nouveau savoir-faire. La crise a poussé à trouver des solutions alter-

natives et à être plus autonome. Non seulement la production est rapatriée, mais le savoir-faire est maintenu à Genève. « Cela s'est fait dans un esprit de développement durable, telle que l'écoconception, la création d'une filière de revalorisation des équipements sanitaires jetables usagés et l'embauche locale », précise **Hervé Zipper**, directeur général de Klap. Un déménagement des locaux est envisagé d'ici à la fin 2023 dans une commune du canton de Genève.

Le rapport qualité/prix devenu essentiel

Klap n'a pas négligé l'automatisation, essentielle dans la 4^e révolution industrielle en cours. L'humain reste le pilier central du système de production, mais pour les tâches à plus forte valeur ajoutée. Le personnel se charge plutôt de tâches de programmation et de surveillance. « Beaucoup de gens font preuve d'amnésie sur les efforts promis durant la pandémie pour soutenir l'économie régionale », relève malicieusement Hervé Zipper. Mais certains processus locaux sont désormais jugés plus intéressants, si l'on songe aux difficultés d'approvisionnement ou au prix des matériaux. Dans les appels d'offre, on a longtemps tenu compte du seul critère prix, alors que le rapport qualité/prix et les valeurs éthiques et durables sont indéniablement à privilégier. ■

CCIG

La Direction de la CCIG s'étoffe

Pauline Zahlaoui, jusqu'à présent responsable Membres et Partenariats, a été nommée à la Direction de la CCIG. Elle porte désormais le titre de directrice commerciale.



Une action
GEnergie

VOUS ÊTES PROPRIÉTAIRE IMMOBILIER ?

Profitez dès maintenant de subventions pour vos travaux de rénovation !

5 Bonnes raisons de vous lancer !



Diminuer votre facture énergétique grâce aux économies d'énergie



Réduire vos coûts de rénovation grâce aux subventions



Diminuer vos impôts, travaux déductibles dans l'année de facturation



Augmenter la valeur de votre bien



Améliorer votre confort de vie et la qualité de l'environnement

Déposez votre dossier avant le 31.12.22 et avant le démarrage des travaux sur www.ge-energie.ch

GE-environnement 022 546 76 00



Le Programme Bâtiments



Agenda

Mercredi 5 octobre 2022 dès 17h30 à la CCIG

Pratiques d'entreprises pour le climat

Save the date

Avec BeVisible

Mardi 13 et mercredi 14 septembre 2022
Château de Prangins

BeSMARTphoneVIDEO Formation 2 jours

Cette formation permet d'acquérir en deux jours, à l'aide d'un smartphone, les bases nécessaires du tournage et du montage de vidéos.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : agenda.ccig.ch

Commerce international

Mercredi 21 septembre 2022 de 10h 15 à 17h 30

Hôtel Ramada Encore Genève, route des Jeunes 10-12, Genève

13^e Forum d'Affaires Franco-Suisse à Genève

Destiné aux entrepreneurs suisses et français cherchant à développer leur activité des deux côtés de la frontière, le Forum d'Affaires Franco-Suisse accueille chaque année plus de 250 participants, Cette année, il a pour thème: Partir de zéro et aller au succès, avec Raphaël Domjan.

Les Membres de la CCIG bénéficient d'un tarif préférentiel.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : agenda.ccig.ch

Formation

Jeudi 22 septembre 2022 de 8h à 10h - CCIG

Le réseautage productif: comment rencontrer l'autre

Cet atelier, animé par Rudolf Klaus, est réservé aux Membres de la CCIG. Il permet d'apprendre à approcher des contacts de manière à construire et maintenir des relations d'échange et d'entraide mutuels.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : agenda.ccig.ch

PARTENAIRES

OR

SKYNIIGHT SWISS RISK CARE
BCGE groupe mutuel GONET BANQUIERS 1845

ARGENT

m3 GROUPE GED - COPIEURS - IT swisscom CGNI+ devillard

BRONZE

m SC SOFTFINANCE BeVisible MEDIAONE CONTACT

Allianz Protectas PORTS FRANCS Business School EXECUTIVE TRAVEL BALESTRAFIC integrail Groupe MIGROS JTI FLORIMONT SIG Vitol TP PUBLISITE SA

DURABILITÉ INTERNATIONAL JURIDIQUE HOSPITALITÉ INNOVATION COWORKING ENTREPOSAGE

SUCAFINA P&G EVERSHERDS SUTHERLAND Hilton microshare Regus SPACES HARSCH

Avec Form-Inter

Vendredi 23 septembre 2022 de 9h à 17h - CCIG

Les principaux modes de paiement dans le commerce international

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : agenda.ccig.ch

Jeudi 29 et vendredi 30 septembre 2022
Genève (lieu à déterminer)

Formation Mobility Manager

Cette nouvelle formation de gestion de la mobilité d'entreprise est proposée par la CCIG, en collaboration avec Sanu SA, Mobilidée, la Chambre vaudoise de commerce et d'industrie ainsi que les cantons de Genève et de Vaud.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : agenda.ccig.ch

Jeudi 6 octobre 2022 de 8h30 à 16h
Le Grand Hôtel – Domaine de Divonne

Convention d'affaires franco-suisse de l'ULCC Bois et ses dérivés

La filière bois fait partie des 18 filières d'excellence du bassin lémanique identifiée par l'Union lémanique des Chambres de Commerce (ULCC). Elle est amenée à évoluer et se ré-inventer pour faire face aux grands défis du XXI^e siècle.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : agenda.ccig.ch

IMPRESSUM

CCIGinfo

Bulletin d'information destiné aux Membres de la CCIG.
Paraît 11 fois par an, 3800 exemplaires

Responsable d'édition:
Alexandra Rys

Rédaction:
Mohamed Atiek, Fabienne Delachaux, Nicolas Grangier, Alexandra Rys, Erik Simonin

Publicité:
HP media SA, tél. 022 786 70 00

Conception: ROSS graphic design

Impression: Atar Roto Presse SA, Satigny

Informations: publications@ccig.ch

CCIG
Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

Maison de l'économie
Bd du Théâtre 4 - 1204 Genève
Tél. + 41 (0)22 819 91 11
Fax + 41 (0)22 819 91 00
www.ccig.ch

MIXTE
Papier issu de sources responsables
FSC® C154575

myclimate

imprimé en suisse

EDITEUR

"BEAUTY LIES IN THE DETAILS OF THE GRANDEST STRUCTURES, AND THE FINEST." ORAÏTO, CREATOR OF SHAPES, WEARS THE VACHERON CONSTANTIN PATRIMONY.

VACHERON CONSTANTIN | ONE OF NOT MANY.
GENÈVE